

GRAIN en 2018

l'essentiel de nos activités

TIERRA
TRABAJO
DIGNIDAD

Table des matières

À propos de GRAIN	3
Un aperçu de l'année	4
Les grandes entreprises, le pouvoir et le système alimentaire mondial	5
<i>Les supermarchés menacent la souveraineté alimentaire</i>	
<i>L'initiative chinoise la Ceinture et la Route va ravager les systèmes alimentaires</i>	
<i>Suivez l'argent : les fonds de financement derrière l'accaparement des terres au Brésil</i>	
L'accaparement des terres et la lutte pour la terre	10
<i>Tirer le bilan de 10 ans d'accaparement des terres</i>	
<i>Les femmes organisent la solidarité contre les plantations de palmier à huile</i>	
<i>Conflits fonciers et finances louches en République démocratique du Congo (RDC)</i>	
Le contrôle des semences par les peuples	14
<i>Défense des systèmes paysans de semences en Afrique subsaharienne</i>	
<i>Deux décennies de mensonges sur le riz doré</i>	
<i>Semences locales, savoir-faire locaux</i>	
<i>Faire progresser la souveraineté semencière et l'agro-écologie en Amérique latine</i>	
La souveraineté alimentaire pour lutter contre la crise climatique	18
<i>Emissions impossibles</i>	
<i>Arrêtez le train</i>	
Faire passer l'information	21
L'équipe de GRAIN en 2018	24
Derrière les coulisses de GRAIN	26
<i>Soutenez le travail de GRAIN !</i>	
Annex : Liste des publications de GRAIN en 2018	29

Couverture : Des manifestants revendiquent « la terre, le travail et la dignité » lors d'une mobilisation en Argentine. Photo: Mocase

À propos de GRAIN

GRAIN est une petite organisation internationale qui soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur des systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité.

Notre stratégie repose sur deux piliers : le travail d'information et la constitution de mouvements. Notre spécialité est de suivre et d'analyser les évolutions qui affectent la vie des communautés paysannes et rurales. Parce que nous sommes une organisation décentralisée et que notre équipe est répartie dans le monde entier, nous sommes capables de suivre la situation sur le terrain et de travailler avec les partenaires de première ligne. Nos publications sont destinées à l'information de nos partenaires, des responsables politiques et du grand public. Elles constituent également un outil essentiel pour mettre en place les mouvements et soutenir les luttes dans le monde. GRAIN s'efforce depuis longtemps de constituer des réseaux, de renforcer les capacités et de soutenir le développement des stratégies parmi les organisations et les activistes. Nous savons que la lutte pour défendre les petits paysans et la souveraineté alimentaire est longue et difficile et qu'elle ne peut être menée que de manière collective.

Notre travail s'articule autour de quatre thèmes étroitement liés :

- ✓ Les grandes entreprises, le pouvoir et le système alimentaire mondial
- ✓ L'accaparement des terres et les luttes pour la terre
- ✓ Le contrôle des semences par les peuples
- ✓ La souveraineté alimentaire pour combattre la crise climatique



L'équipe de GRAIN en 2018.

Un aperçu de l'année

Pour les mouvements sociaux, les petits producteurs alimentaires, les défenseurs de l'environnement et des droits humains, les journalistes et beaucoup de ceux avec qui GRAIN travaille au jour le jour, l'année 2018 a été plutôt dure. Les dirigeants nationalistes et autocratiques de droite s'accrochent au pouvoir et poursuivent leurs programmes étroits et destructeurs, menaçant la démocratie. Les grandes entreprises fusionnent et leur nombre se restreint, mais leur richesse et leur pouvoir de contrôle ne cessent de s'accroître via la technologie, la consolidation, les vides juridiques et l'expansion du marché. La répression exercée sur nos partenaires qui se battent contre le modèle de développement dominant et le régime néolibéral s'est accrue de manière dramatique, et il est devenu encore plus difficile de défendre la place de systèmes alimentaires plus justes et plus résilients. Mais nous tenons le coup et faisons de notre mieux.

Pour GRAIN, comme pour beaucoup de gens, l'année 2018 a aussi été marquée par les changements. C'est avec tristesse que nous avons dit au-revoir à plusieurs membres de l'équipe qui ont pris leur retraite ou sont partis autre part, mais nous sommes heureux d'accueillir des nouveaux. Ces changements nous ont permis de nous retrouver « comme avant » : GRAIN a donc au moins deux membres de l'équipe dans chacune des régions où nous concentrons nos efforts, tout en respectant la limite que nous nous sommes fixée nous-mêmes de ne pas dépasser un total de 15 personnes.

L'un des aspects vraiment frappant de nos activités l'an dernier est peut-être la façon dont nous avons été obligés de jongler entre l'ancien et le nouveau. Nous aidons les groupes paysans et les mouvements sociaux à résister aux lois semencières des grandes entreprises qui privatisent les semences depuis les années 1980 et nous avons de tout temps lutté contre les OGM. Et pourtant ces combats ne sont pas terminés et doivent être poursuivis. Plus énergiquement que jamais ! Dans le même temps, de nouveaux défis comme l'Initiative chinoise la Ceinture et la Route (qui a en germe la possibilité de détruire les moyens de subsistance des populations rurales d'un bout à l'autre du monde, sans parler de ceux des paysans chinois eux-mêmes) et les entreprises géantes de viande et de produits laitiers qui exacerbent le changement climatique, nous forcent à déployer énergie et créativité pour analyser avec les partenaires ce qui se passe et comment mobiliser de nouvelles alliances. De même, nous avons beau être conscients que les réseaux sociaux sont devenus essentiels à la communication, nous savons qu'il nous faut aussi produire des publications papier et des résumés de notre travail, si nous voulons atteindre les communautés rurales et tous ceux qui ont des difficultés d'accès à Internet ou ont besoin d'outils d'information concrets pour faire leur travail.

Nous sommes heureux de partager avec vous les points forts de l'année et nous espérons devenir plus forts et plus solidaires avec tous ceux d'entre vous qui êtes convaincus de l'importance de la lutte pour la souveraineté alimentaire et tous les combats qui en dérivent.

L'équipe de GRAIN

Les grandes entreprises, le pouvoir et le système alimentaire mondial



- ✓ Faire face à l'emprise toujours plus forte des grandes entreprises sur le système alimentaire mondial.
- ✓ Étudier les effets du pouvoir des grandes entreprises sur les petits producteurs alimentaires.
- ✓ Faire le lien entre le pouvoir des grandes entreprises et la crise alimentaire, le contrôle des ressources et les relations commerciales dans le monde.

Les supermarchés menacent la souveraineté alimentaire

En 2018, nous nous sommes penchés tout particulièrement sur la manière dont les supermarchés façonnent le système alimentaire mondial. En Asie, nous avons co-publié avec nos partenaires quatre bulletins *Supermarket Watch Asia* pour montrer l'expansion de la grande distribution alimentaire dans la région Asie-Pacifique. Les bulletins ont été utiles aux groupes locaux en leur fournissant des informations pertinentes et actuelles sur le commerce industriel dans la région et son rôle dans la ruine des paysans et des marchés locaux.

En septembre, nous avons, avec Biothai, organisé un séminaire intitulé « Supermarkets: today's food source - Trends and impact » à Bangkok, en Thaïlande. Les participants, issus d'au moins 14 pays, ont échangé leur expérience concernant les évolutions qui risquent d'avoir des effets durables sur les systèmes alimentaires locaux – menaçant notamment les paysans, les petits producteurs alimentaires, les commerçants et les vendeurs de rue locaux – et sur la santé des consommateurs et l'environnement.



Inspirés et guidés par ce que nous avons entendu au cours du séminaire, nous avons ensuite publié un rapport sur l'expansion des supermarchés en Afrique, montrant que les systèmes de distribution alimentaire et les marchés locaux sont attaqués, ce qui menace les mouvements de défense de la souveraineté alimentaire, les moyens de subsistance des gens et leur santé dans tout le continent. Nous avons lancé le rapport au Sénégal avec un mouvement populaire de petits vendeurs de nourriture et de paysans qui avaient fait alliance plus tôt dans l'année pour mettre fin à l'expansion d'Auchan et de Carrefour, deux chaînes de supermarchés françaises.

L'initiative chinoise la Ceinture et la Route va ravager les systèmes alimentaires

Le plus grand projet d'infrastructures jamais mis en œuvre, l'initiative chinoise la Ceinture et la Route ou BRI, est en cours de réalisation. Cette initiative consiste en des centaines de mégaprojets destinés à améliorer la connectivité et l'accès au marché à travers, l'Asie, l'Europe et l'Afrique ; ces projets auront des effets sévères sur les systèmes alimentaires, la vie des paysans et la propriété foncière. Alors que la couverture médiatique a tendance à se concentrer sur les projets d'infrastructures, les questions financières et les risques pour la souveraineté nationale, GRAIN a publié un rapport novateur observant spécifiquement les conséquences potentielles de la BRI sur l'alimentation et l'agriculture et proposant des moyens de résistance aux activistes. Le rapport s'appuie sur les résultats d'une rencontre entre partenaires organisée en septembre 2018 par GRAIN à Bangkok : à cette occasion, des plans et des stratégies pour faire face à l'expansion de l'agrobusiness chinois ont été définis.

Suivez l'argent : les fonds de financement derrière l'accaparement des terres au Brésil

En 2018, nous avons aidé à dévoiler les liens entre certains des plus grands fonds de pension et de dotation et des cas violents d'accaparement des terres au Brésil et ailleurs.

En septembre 2018, GRAIN et le réseau brésilien Rede Social de Justiça e Direitos Humanos ont publié un rapport d'investigation exposant le rôle joué par le fonds de dotation de l'Université de Harvard dans des cas d'accaparement de terres au Brésil et dans d'autres pays du monde. Puis en novembre, GRAIN a publié un rapport détaillant comment au cours de dix dernières années, 76 fonds

de pensions publics et privés avaient investi 14,8 milliards de dollars dans des terres agricoles dans le monde entier et analysant l'impact dévastateur de ces transactions sur l'agriculture et les paysans locaux.

Notre recherche et nos rapports ont été utilisés comme référence pour plusieurs articles émanant d'importants organes de presse, dont le New York Times et Reuters. Nos investigations sur Harvard ont fourni la base d'un rapport détaillé réalisé par une équipe de journalistes de Bloomberg qui se sont rendus au Brésil et en Californie pour reprendre l'histoire. Toute cette recherche a eu pour résultat d'augmenter la prise de conscience au sein des institutions universitaires ; nous avons touché en particulier les activistes étudiants du groupe Divest Harvard, mais aussi les médias et d'autres ONG au Brésil, au Canada, dans les pays européens et aux États-Unis, qui ont tous commencé à enquêter et à remettre en question les transactions foncières des fonds de pension.



Manifestation d'un groupe d'affiliés de l'Université sur le campus de Harvard pour convaincre les administrateurs de mettre fin aux investissements de la Harvard Management Company dans les holdings agricoles et d'exclure de leur portefeuille les énergies fossiles. Photo : Alexandra A. Chaidez

RAPPORT août 2018 UN MILLIARD DE DOLLARS DE HARVARD DANS UN FIASCO LIÉ AUX TERRES AGRICOLES



Aldair Chéggui, un fermier Guaraní et leader communautaire d'Argentine, au campus de Harvard en avril 2014 pour rencontrer les étudiants, travailleurs et administrateurs concernés des impacts des investissements du fonds de dotation de Harvard sur sa communauté. (Photo: Responsable investissements et Harvard Coalition)

GRAIN Rede Social de Justiça e Direitos Humanos

Des initiés de l'industrie ont reconnu que la mauvaise réputation faite à Harvard et à d'autres fonds d'investissement par les médias avait accru la perspective du risque parmi les autres fonds de pension et de dotation et augmenté la difficulté pour les fonds agricoles de lever des financements pour acquérir des terres. L'un des plus grands investisseurs en terres agricoles a aussi commencé à rendre publiques des informations sur ses transactions foncières. Suite à notre travail de recherche, plusieurs titres de propriété illégaux ont également été annulés par un juge local au Brésil. Avec Rede Social et d'autres organisations, GRAIN a développé une campagne internationale pour révéler les liens directs entre les investissements de ces entreprises et le déplacement des communautés locales et la destruction de l'environnement.

Les communautés locales qui subissaient auparavant les conséquences de cette situation chacune de leur côté ont désormais un soutien et une solidarité au niveau national et international et sont en train d'acquiescer les capacités de s'assurer que leurs droits sont respectés.

Remise en cause du RCEP en Asie



En 2018, les négociations du RCEP (Partenariat économique régional global) en vue d'un accord commercial géant dans toute l'Asie-Pacifique ont continué à s'intensifier. Depuis plusieurs années, GRAIN contribue à améliorer auprès des organisations de la société civile la compréhension du RCEP et de ses conséquences sur l'alimentation et l'agriculture dans les pays concernés. Aujourd'hui la résistance à l'accord commercial dans les pays d'Asie et du Pacifique a pris la forme d'une campagne bien organisée, ce qui était particulièrement évident au meeting stratégique régional pour les mouvements de base et les militants opposés aux accords de libre échange organisé par GRAIN et six groupes d'Asie-Pacifique à l'occasion de la 23^e série de négociations du RCEP à Bangkok, en Thaïlande, en juillet.

Pour un Chili meilleur sans ALE

Pendant l'année, GRAIN a continué à participer très activement à la plateforme chilienne contre les accords de libre échange (ALE) qui est devenue le réseau principal travaillant sur la question au Chili. Le point essentiel était d'empêcher les plans du gouvernement d'intégrer le Chili dans le Partenariat transpacifique (le TPP). De nombreux témoignages ont été déposés devant les commissions du Congrès, de multiples réunions ont eu lieu avec des membres du Congrès, des leaders sociaux, des groupes locaux, les étudiants et les syndicats. Nous avons aussi travaillé à faire passer l'information via les médias traditionnels. Nous avons aidé à élaborer une bonne partie des documents présentés aux membres

du parlement en fournissant des preuves de l'impact de ces accords commerciaux. Les tracts produits et imprimés avec le soutien de GRAIN ont été largement distribués. L'impact de notre travail de plaidoyer a été extraordinaire. Au départ, il n'y avait pas plus de cinq votes contre le TPP chez les parlementaires. Mais en mars 2019, au moment où nous rédigeons ce rapport, le gouvernement a décidé de retirer sa proposition et de ne pas la faire voter par le parlement, de crainte de la voir rejetée par une majorité.



Camila Montecinos, de GRAIN, explique à des parlementaires chiliens les inquiétudes de la société civile à l'égard du projet d'adhésion du Chili au TPP.



L'accaparement des terres et la lutte pour la terre



- ✓ Exposer l'assaut massif dirigé par les investisseurs, les spéculateurs et l'agrobusiness sur les terres agricoles fertiles.
- ✓ S'assurer que l'accaparement des terres reste en haut de la liste des priorités mondiales.
- ✓ Mettre en place des alliances et des stratégies pour mettre fin à l'accaparement des terres.

Tirer le bilan de 10 ans d'accaparement des terres

Il y a dix ans, en 2008, le conglomérat coréen Daewoo tentait de se saisir de 1,3 millions d'hectares de terres agricoles à Madagascar. C'est cette transaction foncière qui a éveillé la conscience du monde en exposant une nouvelle tendance, l'accaparement mondial des terres, et qui a propulsé GRAIN au beau milieu du débat, alors que nous venions juste de publier notre [premier article sur l'accaparement des terres](#). En guise de commémoration, en 2018, nous avons [publié un article d'opinion](#) passant en revue les évolutions de la dernière décennie en matière d'accaparement des terres.

Nous avons également publié, en collaboration avec un groupe malgache et un groupe indonésien, une mise à jour sur [l'expansion de Daewoo dans l'agrobusiness à l'étranger](#) à travers le monde, notamment en Indonésie, en Ukraine et au Myanmar. Ce rapport est sorti après plusieurs mois de rassemblements, de consultations et d'ateliers avec des groupes de communautés locales pour expliquer et contester les nouvelles concessions

accordées aux grandes entreprises de palmiers à huile pour établir des plantations sur les terres des communautés dans la province de Papouasie occidentale, en Indonésie. Cette province indonésienne est considérée comme la « nouvelle » frontière pour l'expansion des plantations de palmiers à huile. En juin, nous [avons appris](#) qu'APB, un fonds de pension hollandais, avait annoncé son désinvestissement de Daewoo à cause de la déforestation en Papouasie occidentale.

En 2018, nous avons été frappés par le nombre et l'importance des transactions foncières non abouties annoncées dans le monde. C'est pour cette raison que nous



Illustration : Stefano Vitale

avons publié « [L'échec des transactions foncières dans l'agriculture laisse des séquelles de plus en plus désastreuses et pénibles](#) », une analyse de la destruction entraînée par ces transactions pour les communautés locales et l'environnement et des moyens disponibles pour prévenir les tentatives d'accaparement par les grandes entreprises à l'avenir. Nous avons également produit une [mise à jour](#) pour montrer que dans un petit nombre de cas, les accapareurs de terres, avaient été traduits en justice et que certains avaient fini en prison. Cette évolution est extrêmement importante car elle valide toutes les raisons pour lesquelles nous nous battons contre l'accaparement des terres depuis dix ans. Elle confirme également notre conviction que la seule solution face aux accaparements c'est de les arrêter, et non de s'en accommoder.

Les femmes organisent la solidarité contre les plantations de palmier à huile



« *Non aux abus faits aux femmes dans les plantations industrielles de palmier à huile* » est le titre de la déclaration réaffirmée en Côte d'Ivoire en août par 30 femmes qui font partie de la plateforme régionale contre l'expansion des plantations de palmier à huile en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest.

Ces dernières années, la formation de coalitions est devenue un élément de plus en plus important dans la stratégie mise en place par GRAIN pour atteindre ses objectifs. En Afrique, une grande partie de nos efforts a été de former, en partenariat avec le Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM), une coalition régionale d'organisations populaires qui luttent contre l'expansion des plantations de palmier à huile industrielles en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest. Des ateliers de renforcement des capacités et de mise au point des stratégies ont été organisés au Nigeria en 2015, au Cameroun en 2016, au Gabon et en Sierra Leone en 2017, et au Gabon en 2018. Ces activités ont donné naissance à une plateforme régionale au sein de laquelle collaborent des organisations de la région fondées sur les communautés qui se battent contre les plantations de palmier à huile ; la plateforme est sous l'égide de plusieurs de groupes internationaux dont GRAIN. La consolidation de cette plateforme régionale permet aux ONG et aux chefs communautaires africains de bénéficier d'un système plus structuré pour échanger l'information et développer des stratégies communes, des outils d'information et des actions conjointes.

En 2019, la plateforme doit publier un fascicule qui servira de manuel de formation : *12 tactiques utilisées par les entreprises d'huile de palme pour accaparer les terres des communautés.*

La participation des femmes est une vraie priorité au sein de la plateforme. À chaque atelier, une réunion des femmes précède la réunion principale et une proportion considérable du programme de la réunion principale est réservée exclusivement aux femmes, de façon à ce qu'elles puissent orienter les discussions et participer pleinement aux décisions qui seront prises. De plus, en août 2018, la plateforme a organisé en Côte d'Ivoire un atelier réservé uniquement aux femmes, qui a accueilli une trentaine de femmes venues de 10 pays d'Afrique subsaharienne affectés par l'expansion des plantations industrielles de palmier à huile.

Les femmes se sont rassemblées pour réfléchir aux conséquences profondes des plantations industrielles sur la vie des femmes rurales, analyser les stratégies employées par les grandes entreprises de palmier à huile, partager leur vécu des luttes menées dans différents pays menacés par l'expansion de ces plantations et dernier point, planifier des actions futures pour défendre les communautés et les femmes victimes de toutes sortes d'abus dans les plantations africaines et aux alentours.

Un moment important de l'atelier a été les visites aux communautés affectées par les grandes plantations industrielles implantées dans les villages de Tiegba et Anyama. Après avoir réfléchi ensemble à ces visites,

les femmes ont conclu avec une série d'exigences qui ont été incluses dans la déclaration finale de l'atelier.

Conflits fonciers et finances louches en République démocratique du Congo (RDC)

À la fin de 2018, nous avons travaillé en collaboration étroite avec les représentants de neuf communautés de la République démocratique du Congo, le RIAO-RDC et de nombreux alliés dans les pays du Nord pour activer un mécanisme de résolution des différends à propos d'un portefeuille de parcelles contestées par les communautés depuis les temps coloniaux. En particulier il semblerait que plus de 100.000 hectares de terres ancestrales aient été volées en RDC par une entreprise productrice d'huile de palme, privant les communautés des moyens de nourrir et d'abriter leur famille. L'entreprise en question s'appelle PHC : c'est une filiale de la multinationale canadienne Feronia, actuellement financée par un consortium de banques de développement européennes sous l'égide du CDC du Royaume-Uni et du DEG, la banque de développement allemande. Grâce à cette action, la prise de conscience et l'attention du public vis-à-vis des investissements louches des banques dans les pays en développement se sont améliorées, mais il reste à voir si la banque répondra de manière positive à la plainte des communautés congolaises.

Un atelier réservé exclusivement aux femmes s'est tenu en août en Côte d'Ivoire, pour renforcer la solidarité contre l'expansion des plantations de palmier à huile industrielles.



Le contrôle des semences par les peuples



- ✓ S'opposer aux lois sur les semences et la propriété intellectuelle dictées par les grandes entreprises.
- ✓ Révéler le niveau sans précédent de l'emprise de l'industrie sur les semences et les pressions pour imposer les OGM.
- ✓ Favoriser les mouvements émergents de sauvegarde et d'échange des semences.

Défense des systèmes paysans de semences en Afrique subsaharienne

On veut souvent nous faire croire que nous avons besoin des semences industrielles pour nourrir le monde, car elles seraient plus efficaces, plus prévisibles et qu'elles produiraient plus. Les variétés paysannes produites localement sont accusées d'être arriérées, d'offrir de moindres rendements et d'être très vulnérables aux maladies. Mais ceux d'entre nous qui ont les pieds sur terre (et les mains dedans) savent que ceci n'est pas vrai en Afrique. Si ces semences sont si arriérées, qu'est-ce qui pousse les paysans à continuer à les

sauvegarder et les planter ? Quels bénéfices en tirent-ils ? Quels sont les défis que les paysans doivent affronter pour résister ? Comment peut-on soutenir leurs efforts pour préserver les semences locales ?

GRAIN et l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) ont décidé de se pencher sur ces problèmes. Nous avons proposé une recherche collaborative à de nombreuses organisations africaines qui essaient de répondre à ces questions : des entretiens avec les paysans ont été organisés en matière de semences. Nous leur avons aussi demandé d'évaluer la politique semencière de leur pays. Cette procédure très complexe a occupé la plus grande partie de l'année 2018.

Les conclusions de ces efforts apparaissent dans le rapport « Les vrais producteurs de semences », qui inclut six études de cas qui constituent la base du rapport complet ; le rapport est accompagné d'une affiche éducative. Les résultats sont encourageants. De nombreuses initiatives ont en effet été mises en place pour promouvoir la diversité des semences gérées par les paysans et cette diversité et le besoin de l'encourager sont largement reconnus. Mais il faut aussi noter des développements inquiétants : le lobby des grandes entreprises pour les semences industrielles et les plantations de rente est implacable. Les responsables politiques sont souvent séduits par les belles paroles et la propagande diffusées par ces groupes d'intérêts. Dans les prochaines années, ce rapport va s'avérer essentiel pour combattre la propagande et défendre les semences paysannes en Afrique.

Deux décennies de mensonges sur le riz doré

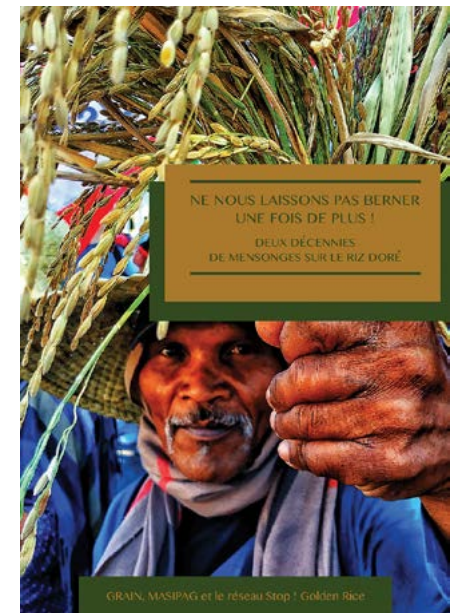
Depuis des années, GRAIN fait partie d'un réseau régional en Asie-Pacifique qui s'oppose au riz génétiquement modifié qu'on appelle le riz doré (Golden Rice). En avril 2018, le réseau StopGolden Rice ! a réussi à organiser une importante conférence internationale qui a rassemblé plus de 80 participants de nombreux pays de la région, notamment la Chine, Taiwan, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. En tant que membre du comité de pilotage, GRAIN a été très impliqué dans les préparatifs : aider à identifier les participants, définir le programme et les documents à discuter et élaborer le suivi et les actions à mener. Tout ceci a abouti à la consolidation et l'intensification d'une campagne mondiale contre le riz doré, une meilleure coopération entre les membres du réseau et la diffusion dans le monde entier des messages et des préoccupations du réseau grâce aux médias grand public.

Pour soutenir la campagne, GRAIN a co-publié avec Masipag aux Philippines et le réseau Stop Golden Rice ! le rapport « Ne nous laissons pas berner une fois de plus ! Deux décennies de mensonges sur le riz doré ». Ce rapport examine chronologiquement les fausses promesses proférées à propos de ce riz durant les 20 dernières années, tant par les grandes entreprises que par les scientifiques, et soutient qu'il existe de bien meilleures stratégies pour combattre la malnutrition dans la

14



15



région. L'argument que nous continuerons à développer dans les années à venir est qu'il est nettement plus intéressant de conserver la biodiversité dans les champs et dans le régime alimentaire des gens pour les maintenir en bonne santé, que de tabler sur les promesses de solutions fondées sur une seule culture, un gène unique, comme c'est le cas du riz doré. Comme ce genre de « solution » est actuellement fortement encouragé en Afrique et en Amérique latine aussi (avec le manioc doré, la banane dorée et le maïs riche en protéines), il faut absolument intensifier nos campagnes au niveau mondial.

Semences locales, savoir-faire locaux

Le Collectif des semences d'Amérique latine auquel appartient GRAIN a organisé une rencontre stratégique sur les semences en octobre 2018 au Guatemala. Cette rencontre faisait suite à un [meeting sur les semences](#) qui s'était tenu en 2017 au Mexique et était censé forger une position commune pour défendre les semences natives et traditionnelles et faire avancer le travail collaboratif dans la région. L'évènement a rassemblé trente participants de divers collectifs de Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, du Salvador, du Honduras, du Mexique, du Nicaragua et du Panama, ainsi que plus d'une centaine de personnes de différents coins du Guatemala qui font partie du réseau national pour la souveraineté alimentaire au Guatemala (REDSAG), qui nous accueillait dans le pays.

but de la rencontre était de discuter des moyens de renforcer le contrôle local des semences et les savoir-faire locaux et d'élaborer des stratégies pour les défendre. Un principe était au cœur des discussions : il n'est possible de défendre l'autonomie et les territoires au niveau local que si les populations et les communautés continuent à avoir accès et à contrôler leurs semences qui sont « l'héritage des peuples au service de l'humanité », comme le dit La Via Campesina. La rencontre a adopté la « [Declaración de Iximulew](#) » qui résume l'analyse commune, la future collaboration et les engagements acceptés. Un numéro du magazine [Biodiversidad](#) a été également consacré à l'importance des gardiens de semences et de sagesse à travers le continent, depuis les organisations populaires jusqu'au niveau international.

Faire progresser la souveraineté semencière et l'agro-écologie en Amérique latine

En 2018, GRAIN a soutenu de manière active les mouvements paysans pour faire progresser la souveraineté semencière et l'agro-écologie en Amérique latine, en travaillant en particulier avec CLOC-Via Campesina. Une part importante du travail comprend la production de matériel éducatif multimédia destiné à soutenir le renforcement des capacités et la sensibilisation dans les pays hispanophones, notamment dans toute l'Amérique latine.

Une partie du travail avec le Collectif des semences d'Amérique latine a été la publication par GRAIN de « Semences en résistance », un [film d'animation](#) de 4 minutes et d'une [bande dessinée](#) tirée du documentaire populaire « [Semences : bien commun ou propriété des entreprises ?](#) » (2017).

16 L'idée était de faire se rencontrer les gardiens de semences - qui gèrent, sauvegardent et échangent les semences - et les activistes de la région. Le



Cérémonie d'ouverture de la Rencontre des sages des semences et des savoirs traditionnels du Mexique, Amérique centrale, Équateur, Colombie, et de la 12e Rencontre nationale d'Agroécologie du Guatemala. Les deux réunions ont eu lieu à Chimaltenango, du 14 au 18 octobre 2018. Photo : REDSAG

17

La souveraineté alimentaire pour lutter contre la crise climatique



- ✓ Attirer l'attention sur le système alimentaire industriel comme l'un des principaux responsables de la crise climatique.
- ✓ Désigner l'industrie de la viande et celle des produits laitiers comme des coupables clés
- ✓ Proposer la souveraineté alimentaire et l'agro-écologie comme un élément important de la solution.

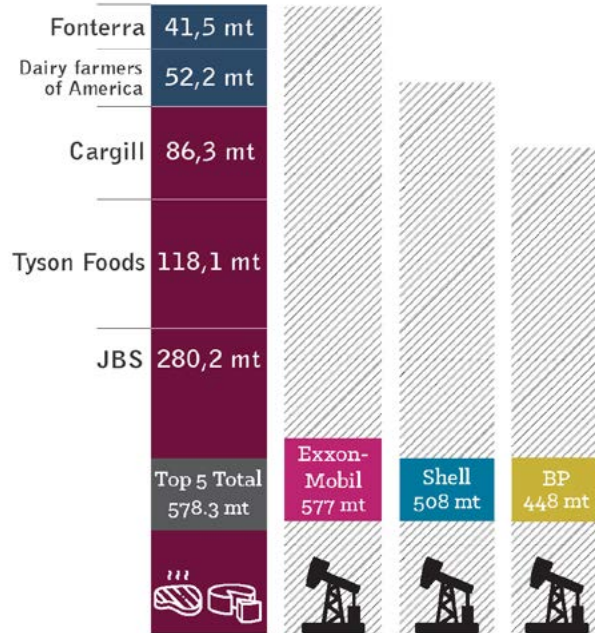
Emissions impossibles

Au cours de l'année passée, GRAIN a mis l'accent sur la façon dont les géants de l'industrie de la viande et du lait contribuent à la crise climatique. En juillet, nous avons ainsi publié « [Emissions impossibles : comment les grandes entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers réchauffent](#)

[la planète](#) ». C'est la publication qui exigé de

18 GRAIN le plus de temps et de ressources l'an dernier.

Ce rapport approfondi de 28 pages, co-publié avec l'Institut pour l'agriculture et les politiques commerciales (IATP) a été traduit en quatre langues. Il avait été téléchargé plus de 1.400 fois et partagé plus de 2.200 fois à partir de notre site Internet à la fin de l'année. Les matériels ont été largement repris et diffusés par les médias dans plus de 140 rapports dans le monde, notamment [The Independent](#), (R.U.), [Süddeutsche Zeitung](#), (Allemagne), [O Globo](#), (Brésil) et [New Food Economy](#) (États-Unis).



Les émissions des cinq premières entreprises de la viande et des produits laitiers réunies sont supérieures à celles d'ExxonMobil, Shell ou BP

Cette médiatisation a provoqué un débat généralisé sur la nécessité d'imposer des limites aux émissions des industries de la viande et du lait – et tout le système alimentaire industriel en général – afin de prévenir la catastrophe climatique, en soutenant une transition vers l'agro-écologie et des systèmes agricoles diversifiés, à plus petite échelle.

Les matériels ont été en outre présentés à l'occasion d'ateliers dans diverses parties du monde, dont le Sommet sur le climat COP24 en Pologne en décembre. Ils ont entraîné avec les organisations de la société civile et les mouvements sociaux présents, de nombreuses discussions sur les stratégies à adopter. Le rapport a aussi fait l'objet d'un [webinaire](#) qui a été bien suivi et de nombreuses réunions pour parler stratégie avec les partenaires. En conséquence, l'impact des opérations d'élevage industrielles et des puissantes compagnies qui les gèrent est aujourd'hui mieux compris et accepté au sein des mouvements de la société civile, de la communauté scientifique et des gouvernements.

Messages clés du rapport « Émissions impossibles »

Ensemble, les cinq plus grandes entreprises de production de viande et de produits laitiers dans le monde sont maintenant responsables de plus d'émissions annuelles de gaz à effet de serre qu'ExxonMobil, Shell ou BP individuellement.

D'ici 2050, nous devons réduire les émissions mondiales de 38 milliards de tonnes pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius (°C). Si tous les autres secteurs s'engagent sur cette voie tandis que la croissance de l'industrie de la viande et des produits laitiers continue comme prévu, le secteur de l'élevage pourrait absorber jusqu'à 80 % du budget de GES autorisé en seulement 32 ans.

La plupart des 35 principaux géants mondiaux de la viande et des produits laitiers ne déclarent pas leurs émissions ou les sous-déclarent. Seulement quatre d'entre eux fournissent des estimations d'émissions complètes et crédibles.

Quatorze de ces 35 entreprises ont annoncé des objectifs de réduction des émissions. Parmi celles-ci, seulement six ont des objectifs qui intègrent les émissions de la chaîne d'approvisionnement. Pourtant, ces émissions peuvent représenter jusqu'à 90 % du total des émissions. Les six entreprises qui s'engagent à réduire les émissions de la chaîne d'approvisionnement encouragent simultanément la croissance de la production et des exportations, entraînant ainsi une augmentation de leurs émissions globales indépendamment de leurs intentions de réduire les émissions par kilo de lait ou de viande produit.

Arrêtez le train

Dans la péninsule du Yucatan au Mexique, un nouveau projet intitulé « Accord pour la durabilité dans la péninsule du Yucatan » (ASPY en espagnol) correspond en réalité à un énorme « développement » des infrastructures et des grandes entreprises dans toute la région.

Élaboré sans aucune consultation avec la population maya, qui représente plus de 40 % de la population de la péninsule, le plan se targue d'être une contribution à la lutte contre la crise climatique. Il prévoit de vendre des crédits carbone en exploitant les forêts des Mayas, d'étendre l'agriculture industrielle, d'utiliser des semences hybrides et des produits agrochimiques et d'installer de vastes fermes d'éoliennes et de panneaux solaires. Récemment, le nouveau président du pays a ajouté encore un autre projet au programme : un « Train maya » à grande vitesse pour relier les principales attractions touristiques et fournir les infrastructures nécessaires au reste des projets envisagés par ASPY.

En avril, GRAIN a co-organisé un forum public à Mérida, au Yucatan, avec des organisations maya locales pour permettre de discuter des stratégies et de partager le vécu des populations maya qui doivent faire face aux plans. GRAIN est aujourd'hui impliqué dans le soutien aux organisations

autochtones maya et les aide dans leur travail de plaidoyer et de sensibilisation, notamment en matière de protection juridique contre les gouvernements régionaux qui s'efforcent de mettre le projet en place.

ESTRATEGIAS DE DEFENSA DE NUESTRA SALUD Y LA DE NUESTROS TERRITORIOS ANTE LOS TRANSGÉNICOS Y LOS PROCESOS DE CONSULTA INDÍGENA



El Concejo Regional Indígena Maya de Bacalar
Invita a los habitantes de las comunidades mayas a los talleres informativos:

Transgénicos (Organismos Genéticamente Modificados)

- ¿Qué son?
- ¿Son una opción saludable para nosotros y nuestros territorios?
- ¿Quiénes se benefician de este modelo tóxico de agricultura?
- ¿Qué hacer para defendernos?

Nuestros Territorios en riesgo

- El proceso de Consulta Indígena ¿ganamos algo como pueblo maya? ¿qué podemos perder?
- El Acuerdo para la Sustentabilidad de la Península de Yucatán (ASPY)
 - Contaminación, deforestación y despojo
 - Proyectos "Productivos". ¿Son sustentables?
 - Soberanía alimentaria

Fechas:

Comunidad de Buena Esperanza, Bacalar, Quintana Roo.
Viernes 13 de julio de 2018. 4:00 de la tarde

Comunidad de Paraíso, Bacalar, Quintana Roo.
Sábado 14 de julio de 2018. 4 de la tarde

Comunidad de Blanca Flor, Bacalar, Quintana Roo.

  Consejo Regional Indígena Maya de Bacalar   

Faire passer l'information

Ici à GRAIN, nous croyons au pouvoir des mots et nous sommes convaincus qu'ils peuvent transformer radicalement le discours dominant sur notre système alimentaire. Nous savons aussi que certaines voix se font entendre mieux que d'autres, en fonction des privilèges économiques et sociaux. Les publications que nous produisons chaque année sont notre façon de contribuer à réparer ce déséquilibre, en offrant de nouvelles manières de comprendre la souveraineté alimentaire et en soulevant des questions qui sont souvent ignorées ou étouffées.

GRAIN travaille avec des mouvements sociaux alliés pour améliorer la compréhension des forces qui façonnent les systèmes alimentaires mondiaux et locaux, et de l'impact de ces forces. Pour cette raison, nous avons fait le choix de mettre toutes nos publications gratuitement à disposition. Nous consacrons aussi beaucoup de notre temps et de nos ressources à traduire tous nos matériels en anglais, en français et en espagnol. Nous nous réjouissons quand la liste des traductions peut inclure des langues non coloniales. Ainsi l'an dernier nous avons publié des matériels en coréen, malgache, grec, italien, japonais, swahili et khmer.

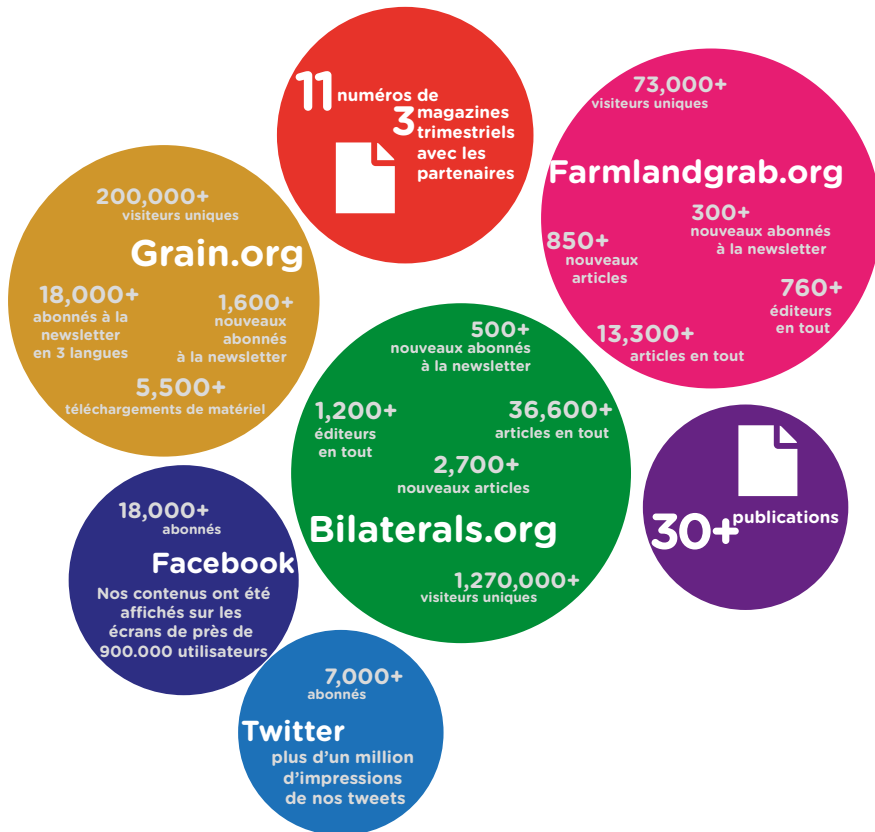
Toutefois nous n'avons pas toujours la liberté de choisir comment, avec qui et quand nous communiquons. Les perspectives déprimantes qui attendent la liberté d'expression et le droit à la vie privée dans le monde et l'augmentation de la criminalisation des activistes et des journalistes obligent GRAIN et les organisations partageant la même vision à jongler avec les préoccupations sécuritaires, la censure et les menaces de poursuites-bâillon de la part des grandes entreprises. Dans le même temps, nous devons constamment chercher de nouvelles façons d'obtenir, de produire et de diffuser l'information, tout en garantissant sa qualité, sa pertinence et son actualité. La responsabilité de remettre en cause le statu quo de manière efficace, tout en fournissant des informations fiables aux mouvements sociaux, n'a jamais été aussi grande.

Nous produisons des matériels qui se veulent un instrument pour les groupes sociaux et les nombreux acteurs avec lesquels ils travaillent, qu'il s'agisse de paysans, de journalistes d'enquêteurs ou de responsables politiques. Nos publications sont mises en ligne sur notre site Internet, diffusées via nos annonces de 'Nouveautés de GRAIN' et partagées sur Twitter, Facebook, Instagram et Vimeo. Nous suivons, dans la mesure du possible, les médias qui référencent les travaux de GRAIN : en 2018, cela allait du *Guardian* au *Japan Times* en passant par *Al Jazeera* et *Le Figaro*. Nous savons également que nos vidéos sont vues dans les groupes, que nos matériels sont lus sur les radios communautaires et que nos

données sont partagées et repartagées, sans que nous puissions vraiment quantifier la chose. Nos publications jouent également un rôle important avec leur version papier : nos collègues partagent des copies de nos rapports dans les réunions stratégiques, des infographies sont imprimées sur des tracts pour les rassemblements et nos magazines font le tour des ateliers dans le monde entier.

Nos matériels aident à élaborer les stratégies, à fournir l'information aux campagnes et à renforcer les arguments et c'est là qu'ils sont véritablement percutants. Dans le même temps nous sommes constamment à l'écoute et en interaction avec nos alliés pour qu'ils puissent contrôler la manière dont ils sont représentés et façonner eux-mêmes leur discours. Mais ceci n'est possible que si les gens sont assurés d'être en sécurité et de disposer d'espaces de délibération démocratique quand ils veulent partager leur vécu et leurs analyses collectives. GRAIN continuera à se faire l'avocat de ces espaces partout dans le monde pour poursuivre sa mission : faire passer l'information.

GRAIN 2018 en chiffres



L'équipe de GRAIN en 2018



Derrière les coulisses de GRAIN

La structure et la gouvernance de GRAIN sont conçues pour se conformer à nos valeurs : nous sommes un petit collectif mondial avec un système de gestion horizontale et une prise de décision participative. L'équipe responsable du programme est répartie dans les « régions » où elle travaille en lien étroit avec les luttes et les mouvements locaux, soutenue par plusieurs collègues dotés d'un mandat mondial et un pôle administratif et financier dans nos bureaux de Barcelone.

L'an dernier, notre équipe de 14 responsables était répartie dans 11 pays. À la fin de l'année, nous avons eu des changements dans l'équipe : Antoine Langeard est parti et notre collègue de longue date, Camila Montecinos, a pris sa retraite. Nous avons été rejoints par Larissa Parker, une nouvelle collègue, basée au Brésil, qui vient étoffer notre équipe d'Amérique latine.

Quant à notre conseil d'administration, nous sommes heureux d'avoir à nos côtés un petit groupe de personnes dévouées à la cause pour soutenir notre programme et notre développement stratégique. En 2018, le conseil était composé de trois femmes et un homme ; l'arrivée la plus récente est Rita Zanotto, du Brésil, qui travaille avec le secrétariat international de La Via Campesina.

Du fait que nous sommes une organisation sans but lucratif, GRAIN est obligé de lever des fonds pour couvrir ses dépenses de fonctionnement. Nous avons mis en place un flux de revenus diversifié et relativement stable, provenant principalement d'ONG et de fondations privées. Un revenu supplémentaire est tiré d'autres sources, comme nos publications, des honoraires et des donations individuelles. Nous évaluons avec soin les donateurs pour s'assurer qu'ils sont en phase avec nos valeurs et nous sauvegardons notre autonomie en évitant de dépendre d'une source unique de revenu ou d'influence.

Les revenus de GRAIN en 2017 (en Euros)

11th Hour project (États-Unis)	61.818
Agroecology Fund (États-Unis)	18.134
Barcelona Municipality (Espagne)	30.000
Brot für Alle (Suisse)	98.000
Brot für die Welt (Allemagne)	128.733
CCFD (France)	32.500
CFH Foundation (États-Unis)	25.041
Fastenopfer (Suisse)	38.600
Greater Kansas City Community Foundation (États-Unis)	20.000
JFGE (Japon)	19.547
Marin Community Foundation (États-Unis)	32.463
Misereor / KZE (Allemagne)	114.306
Misereor (Allemagne)	10.000
Oxfam-Novib (Pays-Bas)	13.337
Rosa Luxembourg Fondation (Afrique du Sud)	26.000
Sage Fund (États-Unis)	13.638
Silicon Valley Community Fund (États-Unis)	40.483
Swift Foundation (États-Unis)	25.041
Swissaid (Suisse)	20.000
Trocaire (Irlande)	10.000
Un Monde par Tous (France)	10.000
Autres subventions	84.199
Fonds propres/autres (donations, publications, etc.)	36.133
TOTAL REVENUS	907.973

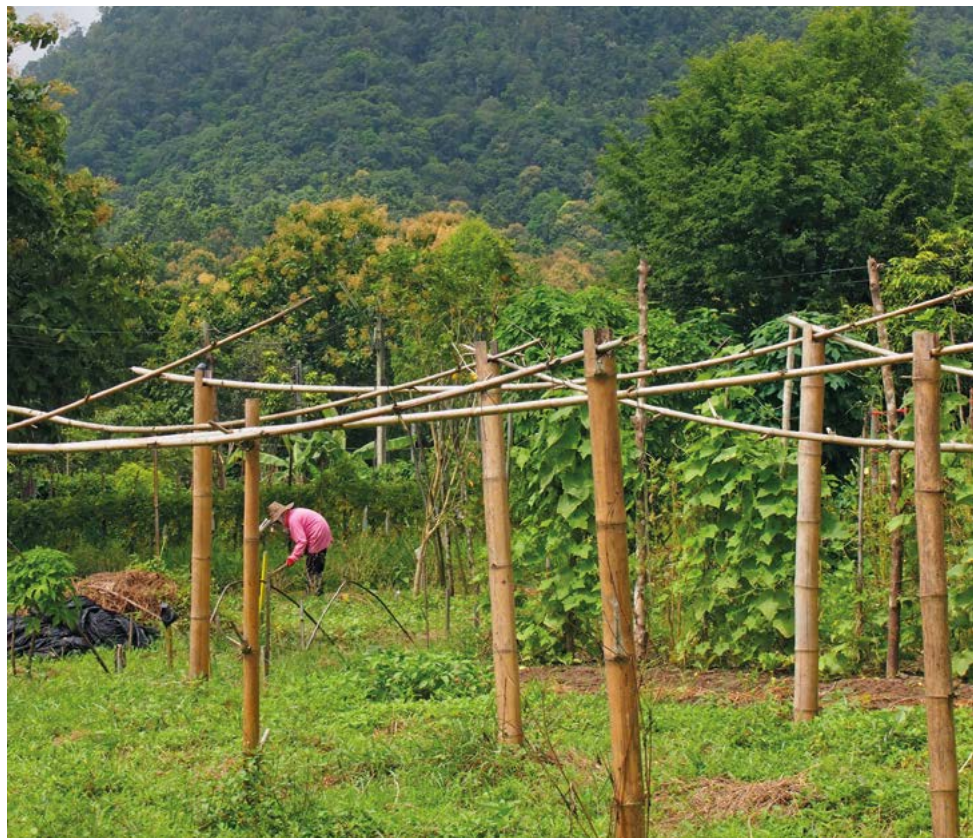


L'équipe de GRAIN, son conseil d'administration et des amis en 2018

Soutenez le travail de GRAIN !

C'est un défi incessant de trouver des financements qui nous donnent la flexibilité d'opérer en toute indépendance et de travailler sur les sujets brûlants qui nous intéressent. Pour ces raisons, nous sommes toujours à la recherche de nouveaux donateurs, individuels ou institutionnels, qui partagent notre mission et souhaitent soutenir nos efforts. Si vous êtes intéressés ou si vous connaissez quelqu'un qui pourrait l'être, veuillez nous contacter ou [cliquez sur le bouton « faire une donation » sur notre site Internet](#).


GRAIN ne serait pas capable d'atteindre vraiment ses objectifs sans le soutien des traducteurs et éditeurs bénévoles en diverses langues. Nous leur sommes extrêmement reconnaissants. Si vous aussi avez envie de partager votre temps et vos compétences linguistiques avec nous, n'hésitez pas à nous contacter à [volunteer \[at\] grain \[dot\] org](mailto:volunteer[at]grain[dot]org).








En septembre, lors de la réunion annuelle de l'équipe de GRAIN, nous avons visité la ferme organique Mae Tha, située en province de Chiang Mai, en Thaïlande.


Annex : Liste des publications de GRAIN en 2018


Les grandes entreprises et le système alimentaire mondial

 Supermercados, cadenas de suministro transnacionales y violación del derecho laboral, 30 janvier 2018


    L'expansion de Daewoo dans l'agrobusiness à l'étranger, Malgache 16 mai 2018




 Trade agreements privatising biodiversity outside the WTO: 2018 update, 27 août 2018




  Les supermarchés, source de l'alimentation d'aujourd'hui - Tendances et repercussions, 24 octobre 2018




  Supermarchés, dégagez de l'Afrique ! Les systèmes alimentaires du continent se débrouillent très bien sans eux, 8 novembre 2018


Accaparement des terres et droits fonciers


 年グローバルな農地収奪：広さと深刻度に関する考察 (Accaparement mondial des terres agricoles en 2016 : ampleur et impact), 7 février 2018


   L'échec des transactions foncières dans l'agriculture laisse des séquelles de plus en plus désastreuses et pénibles, 6 juin 2018

    Un milliard de dollars de Harvard dans un fiasco lié aux terres agricoles, 6 septembre 2018


   Accaparement des terres, corruption et crime industriel : mise à jour, 17 octobre 2018


  Des communautés de la RDC déposent une plainte auprès d'une banque de développement allemande pour résoudre un conflit foncier centenaire avec une société d'huile de palme, 7 novembre 2018

 L'accaparement des terres perpétré par les fonds de pension dans le monde doit cesser, 13 novembre 2018

 Daewoo-Madagascar, 10 ans après, 16 novembre 2018

Le contrôle des semences par les peuples


 Los acuerdos comerciales que influyen en la legislación referente a las semillas en África, 9 janvier 2018


 « Le Collectif des Semences d'Amérique Latine présente le documentaire « Semences : bien commun ou propriété des entreprises ? », 29 janvier 2018

 Civil society decries FSANZ approval of Golden Rice, 28 février 2018


 Mexique : les dangers du maïs industriel et de ses produits transformés comestibles, 20 mars 2018

 Semences en résistance, 26 mars 2018

 Les vrais producteurs de semences : Les petits producteurs sauvegardent, utilisent, partagent et améliorent la diversité semencière des cultures qui nourrissent l'Afrique, 29 octobre 2018

 Don't get fooled again! Unmasking two decades of lies about Golden Rice, 21 novembre 2018

Alimentation et climat

 Émissions impossibles : Comment les grandes entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers réchauffent la planète, 18 juillet 2018

Magazine Biodiversidad

 Biodiversidad 95 / 2018-1

 Biodiversidad 96 / 2018-2


 Biodiversidad 97 / 2018-3

 Biodiversidad 98 / 2018-4


Magazine Soberanía Alimentaria


 #31. Arte, ruralidad y transformación social. Primavera 2018


 #32. El turismo. ¿Solución para el medio rural? Verano 2018


 #33. Agroecología y feminismos. Otoño 2018

Supermarket Watch Asia bulletin [Bulletin de veille des supermarchés en Asie]

 Supermarket Asia Bulletin #9 : Le Bulletin de veille des supermarchés d'Asie fait peau neuve : inscrivez-vous!

 Supermarket Asia Bulletin #10: Les grandes entreprises de commerce électronique se lancent dans le détail

 Supermarket Asia Bulletin #11: Commerce de détail et concentration du marché aujourd'hui en Thaïlande

 Supermarket Asia Bulletin #12: Les supermarchés, source de l'alimentation d'aujourd'hui - Tendances et répercussions

Couverture arrière : GRAIN lors d'une réunion avec la ligue des paysans du Kenya (Kenyan Peasants League), membre du chapitre Afrique australe et orientale de La Via Campesina. Les deux organisations ont collaboré dans le cadre de l'École d'été d'agroécologie paysanne (Peasants Agroecology Summer School) au village de Mariwa, à Migori, au Kenya.



Bureau de la coordination de GRAIN :
Girona 25 ppal., 08010 Barcelone, Espagne
Tél : +34 93 301 1381

Email: grain@grain.org

www.grain.org | twitter.com/grain_org | facebook.com/GRAIN.org
instagram.com/grain_org